



## L'impact du financement par microcrédit sur la croissance des activités informelles entrepreneuriales à Abidjan

*The impact of microcredit financing on the growth of informal entrepreneurial activities in Abidjan*

**Saindou KONE**

Enseignant-chercheur, Unité de Formation et de Recherche des Sciences Economiques et de Gestion, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire).

[saindou2008@gmail.com](mailto:saindou2008@gmail.com), 0505088376

### RESUME

Cette étude vise à analyser le lien entre la croissance des activités informelles à Abidjan et l'accès au microcrédit à partir de l'approche livelihood ou stratégie de survie basée sur les moyens de subsistance développée par les couches vulnérables. Pour ce faire la stratégie de recherche descriptive a été retenue dans le cadre d'une enquête quantitative auprès de 270 acteurs informels. Les résultats montrent que le recours des acteurs informels au microcrédit améliore positivement et significativement la croissance des activités informelles à Abidjan.

**Mots-clés :** Microcrédit, Activités informelles, Financement, Croissance

### ABSTRACT

*This study aims to analyze the link between the growth of informal activities in Abidjan and access to microcredit from the decentralized financial system from the livelihood approach or survival strategy based on livelihood means developed by vulnerable groups. To do this, the descriptive search strategy was chosen as part of a quantitative survey with 270 informal actors. The results show that informal actors' use of microcredit positively and significantly improves growth informal activities in Abidjan.*

**Keywords :** Microcredit, Informal activities, Financing, Growth

JEL : L26 ; M19

## INTRODUCTION

Les activités informelles, produits du secteur informel peuvent être définies comme des activités productrices de biens et services dissimulées au regard de l'État et qui échappent à son pouvoir régulateur (Pesqueux, 2016). Son développement actuel trouve au moins quatre origines : l'informatisation croissante des structures organisationnelles, en particulier celles des entreprises multinationales, les conséquences des politiques d'ajustement structurel, le développement d'un « e-business » et les migrations croissantes pour faits de guerre, de pauvreté et de réchauffement climatique. En Afrique subsaharienne, la contribution du secteur informel se situe entre 25 % et 65 % au PIB et représente entre 30 % et 90 % de l'emploi non agricole.

En Côte d'Ivoire, le marché informel se situe entre 30 et 40% du Produit intérieur brut (FMI, 2017). Dans le pays, l'emploi informel gagne en ampleur depuis 2012. A cette date, les emplois informels représentaient 89,4% avec 77,3% à Abidjan contre 8,8% d'emplois formels (AGEPE, 2012 : 8). En 2016, les emplois informels représentaient 93,9% de l'offre d'emplois contre environ 9% pour le secteur formel. A Abidjan, la part des emplois formels est estimée à 13,1% contre 86,9% pour les emplois informels (ENSESI, 2016 : 30). Avec environ 609.700 unités de production informelles en activité à Abidjan pour un potentiel fiscal estimé à 150 milliards de F.CFA, le secteur informel est toutefois caractérisé par l'absence de protection sociale, le déficit de financement des banques classiques, la faiblesse de structuration adéquate et de contrôle de l'administration. Dans ces conditions, la question du développement des activités informelles et par ricochet leur contribution à l'économie nationale reste un sujet préoccupant en Côte d'Ivoire de façon générale et plus particulièrement à Abidjan. Le microcrédit peut apparaître comme une alternative au financement des activités informelles, et être une opportunité pour lever les contraintes au développement des microentreprises, dont les risques de réussite sont confondus avec les risques d'échecs (Koloma et Ratsimalahelo, 2015).

Le microcrédit est défini comme un petit crédit, d'un montant peu élevé, sensiblement inférieur au crédit qu'une entreprise ou un ménage peut solliciter d'une banque et demandé par des personnes à bas revenus pour développer une activité génératrice de revenus (Lelart, 2006). En dépit de son montant modeste, le microcrédit reste pour bon nombre de personnes n'ayant pas accès aux guichets des banques classiques, faute de garantie suffisante, un des moyens rares mais sûrs de financement de leurs activités. Mais l'accès à ce type de crédit est de plus en plus difficile car soumis à de nombreuses conditionnalités. En effet, les organismes de microcrédit tout en remplissant leur mission sociale et de développement, doivent toutefois demeurer dans le secteur marchand en assurant leur rentabilité, gage de leur pérennité. Ces constats posent la problématique de l'accès des acteurs du secteur informel à des financements adaptés à leur situation. Dans ces conditions, comment favoriser l'accès du plus grand nombre d'acteurs informels au microcrédit ? Le microcrédit constitue-t-il un levier sûr de financement des activités informelles ? L'amélioration de la rentabilité des activités informelles est-elle tributaire de l'accès au microcrédit ? En somme, en fournissant des services financiers aux acteurs économiquement faibles, les institutions de microcrédit sont-elles à même d'impacter significativement et positivement la croissance des activités informelles des acteurs des petits métiers et commerces à Abidjan ?

Cette étude a pour objectif principal d'analyser l'impact du microcrédit sur la croissance des activités informelles à Abidjan. De façon spécifique, il s'agit d'évaluer l'importance des activités informelles dans l'économie abidjanaise et d'analyser la place du financement par le microcrédit dans le développement des activités entrepreneuriales informelles dans la capitale économique ivoirienne.

La suite de l'étude est organisée de la manière suivante : la première section étudie la revue de la littérature, la seconde section analyse la méthodologie, la troisième section est consacrée à la présentation des résultats, et avant de conclure, la quatrième section fait la discussion des résultats.

## 1. REVUE DE LA LITTÉRATURE

### 1.1. Cadre théorique

En ayant recours au microcrédit pour financer leurs activités informelles, les acteurs des petits métiers et commerces d'Abidjan s'inscrivent dans une dynamique de recherche de solutions en vue d'assurer leur survie. Cette dynamique fait référence à l'approche *livelihood* qui s'articule autour des moyens d'existence, du gagne-pain ou encore des moyens de subsistance. Ces moyens sont développés par les populations économiquement faibles pour assurer leur survie. L'approche *livelihood* est proche de l'approche welfariste ou l'approche du bien-être qui vise à mesurer l'impact du microcrédit sur les conditions de vie des populations cibles. En optant pour une telle approche, les acteurs de l'informel développent des mécanismes pour faire face avec souplesse aux aléas de leur environnement socioéconomique. Ainsi ces acteurs informels développent une certaine résilience face aux différents chocs de la vie.

En tant que cadre théorique, l'approche *livelihood* s'inscrit dans les stratégies urbaines de survie et est caractérisée par cinq composantes : la vulnérabilité, les capitaux, l'accès aux capitaux, les stratégies et les résultats (Chambers, 1995, Bebbington, 1999 et Ellis, 2000). En dépit de quelques divergences de points de vue sur l'approche *livelihood* chez chacun des précédents auteurs, des invariants peuvent être toutefois dégagés dans la caractérisation de leurs assertions. Il s'agit entre autres, de capitaux, de réseaux sociaux et d'empowerment.

Selon les auteurs de l'approche *livelihood*, cinq types de capitaux sont nécessaires aux personnes pour assurer leurs moyens d'existence : le capital humain, le capital naturel, le capital physique, le capital financier et le capital social. L'accès aux ressources renvoie à la capacité d'un individu, d'une famille, d'une classe de gens, voire d'une communauté, à utiliser les capitaux qui sont directement nécessaires à sécuriser une survie. Les acteurs informels avec l'accès au capital financier des guichets des systèmes financiers et sociaux assurent la gestion de leur cycle d'exploitation à travers les structures et les processus de transformation qui font référence aux institutions, aux organisations, aux politiques et législation qui forment les moyens d'existence. Ces derniers sont d'une importance capitale parce qu'ils interviennent à tous les niveaux et déterminent efficacement l'accès, les termes d'échange entre différents types de capitaux et les retombées d'une stratégie *livelihood* donnée (Shankland, 2000 ; Fonchingong, 2005). Par ailleurs le recours au capital financier contribue significativement à la socialisation (des acteurs économiques de l'informel) qui est le but ultime de l'approche *livelihood*. En effet, l'acception traditionnelle de la finance qui renvoie au champ de l'économie explique la nécessité d'adjoindre l'adjectif « solidaire » afin de préciser que la préoccupation principale des acteurs n'est pas, dans ce cas, la rentabilité économique mais plutôt des principes éthiques ou de solidarité. Dans cette logique, le crédit n'est pas perçu comme un instrument purement économique susceptible d'enrichir le propriétaire du capital. Créanciers et débiteurs n'ont pas des préoccupations divergentes. Ils partagent un objectif commun ; la lutte contre la précarité. Les liens créanciers-débiteurs, les rapports de dette-crédit sont fondés non sur une recherche de profit mais plutôt sur la réciprocité, sur le désir de renforcer la cohérence du groupe. Dès lors, la conception de l'activité à partir d'une impulsion réciprocaire peut permettre à celle-ci d'être fondée sur le sens qui lui est donné par les participants, et par là-même de favoriser des dynamiques de socialisation (Laville, 1990). L'approche *livelihood* à partir du microcrédit permet de renforcer les lieux sociaux entre créanciers et débiteurs, entre débiteurs et entre débiteurs et leur entourage.

Le processus de socialisation met l'accent sur la capacité des couches vulnérables à s'approprier les différents capitaux pour assurer leurs moyens d'existence dans un environnement instable. On parle alors d'empowerment qui est l'octroi de davantage de pouvoir à des individus ou à des groupes pour agir sur les conditions sociales, économiques, politiques ou écologiques auxquelles ils sont confrontés (Calvès, 2009). Mais l'empowerment, pour être opérationnel, nécessite la constitution de communautés qui agrègent des acteurs sociaux confrontés à une même problématique (Jouve,

2006). Il correspond ainsi au renforcement du pouvoir d'action de la population locale ou à la base. Toutefois l'empowerment fait l'objet de critiques de la part de certains auteurs.

En effet, la définition du terme par les organismes internationaux de développement demeure évasive et l'empowerment est successivement associé, voire assimilé à d'autres approches comme la démocratisation et la décentralisation, la participation politique ou l'insertion économique (Wong, 2003). Sans définition claire du terme, l'empowerment devient vite un objectif vague, un mot à la mode impossible à mettre en œuvre sur le terrain (Oxaal, Baden, 1997 ; Bebbington, Lewis, Batterbaury, Oslon et Siddiqi, 2007). Par ailleurs pour de nombreux auteurs, particulièrement les féministes, le mot empowerment a été littéralement « pris en otage » par des agences de développement, multilatérales, bilatérales ou privées et vidé de son accent initial sur la notion de pouvoir (Calvès, 2009). L'empowerment est devenu synonyme de capacité individuelle, réalisation et statut. Avec la cooptation du concept, on passe de « l'empowerment libérateur » à « l'empowerment libéral » axé, celui-ci, sur la maximisation de l'intérêt individuel (Sardenberg, 2008).

Au-delà du cadre théorique faisant référence à l'approche livelihood, plusieurs auteurs ont fait des études sur le lien entre le microcrédit et la croissance des activités informelles.

## 1.2. Revue empirique

Plusieurs études menées sur les microcrédits soutiennent que l'intervention des systèmes financiers décentralisés en matière de financement a un impact positif et significatif sur la croissance des activités informelles. Le crédit accroît significativement les variables d'output (chiffre d'affaires, production, valeur ajoutée, profit) et l'accumulation du capital (Sebstad et Chen, 1996). Un constat globalement positif de l'impact des programmes de la microfinance sur la réduction de la pauvreté en Asie et en Amérique latine est observée (Weiss et Montgomery, 2005).

La microfinance, notamment en Côte d'Ivoire, se veut ainsi une alternative en procurant aux femmes pauvres, un droit au crédit afin de se constituer une épargne et investir dans des activités génératrices de revenus leur permettant d'être autonomes (Sery, 2012). Ces avantages que procure la microfinance aux femmes s'inscrivent dans une logique de réduction ou d'élimination des disparités entre l'homme et la femme (Faye, 2004). Le microcrédit apparaît alors comme une alternative idoine à la situation socio-économique et aux difficultés de financement des populations économiquement faibles en général, et des femmes de manière spécifique. A l'issue d'une étude menée au Mali, le chiffre d'affaires, le taux de marge, le nombre d'emplois créés sont plus importants pour les microentreprises des jeunes bénéficiaires de microcrédit comparativement aux non-bénéficiaires (Koloma et Ratsimalahelo, 2015). Il y a un impact positif et significatif du microcrédit sur la performance des microentreprises informelles ivoiriennes bénéficiaires de crédits en termes de chiffre d'affaires avec un gain de 80 % en moyenne, une amélioration du fonds de roulement pour les uns et le matériel de production pour les autres avec une augmentation de leur capacité de production et de vente (Becho, 2017 : 64).

En dépit de l'importance du microcrédit dans la croissance des activités informelles, il présente toutefois certaines contraintes qui limitent son poids dans le financement des acteurs informels. La microfinance laisse peu à peu le secteur informel pour devenir un instrument de développement (Dukenson, 2011). En effet, le secteur de la microfinance a beaucoup évolué durant ces dernières années ; il se modernise progressivement et son évolution le pousse à se rapprocher des banques avec lesquelles il collabore déjà parfaitement. En conséquence, les conditions d'accès aux microcrédits se complexifient avec des conditions d'ouverture contraignantes, des taux et frais de dossiers élevés et la faiblesse des montants octroyés (Amadou, 2010). Des réflexions très critiques émergent pour contester les appréciations positives faites sur la microfinance à travers son produit phare : le microcrédit. La microfinance engendre plutôt de nouvelles pressions sociales « en termes de surendettement, de pression morale et de suicide », au lieu de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations démunies (Wright-Revollado, 2005).

Le microcrédit est caractérisé par son accessibilité, le montant prêté, le taux d'intérêt et les garanties. L'accessibilité au microcrédit traduit la capacité d'avoir accès, d'utiliser et de bénéficier du microcrédit dans de meilleures conditions. Le microcrédit est d'abord une réponse à des carences bancaires, publiques, associatives ou familiales (Bernard, 2010 : 40). Ainsi, considéré par certains comme une solution à l'exclusion bancaire, l'accès au microcrédit est pourtant souvent difficile pour de nombreux acteurs. C'est pourquoi il faut s'interroger sur la relation entre l'accessibilité au microcrédit et le développement des activités informelles. Lorsque le microcrédit est accordé, le montant souvent pose problème au regard de sa capacité à répondre au besoin qui l'a suscité. Dès lors, le montant du crédit doit être mis en rapport avec le résultat escompté par l'emprunteur. Par ailleurs, le taux d'intérêt qui est le coût d'emprunt d'un prêt demandé par le prêteur à l'emprunteur, est exprimé en pourcentage du montant du prêt et facturé périodiquement selon les spécifications du contrat d'emprunt. Le taux d'intérêt du microcrédit est source de débats compte tenu du fait qu'il est supérieur à celui des banques classiques, or le microcrédit est supposé financer des acteurs économiquement faibles. Les taux d'intérêt pratiqués par les institutions de microfinance peuvent freiner l'envie des plus pauvres d'y avoir recours, d'autant qu'ils obtiennent déjà des prêts par des moyens informels (Ecofin, 2020). C'est pourquoi dans cette étude, la relation entre taux d'intérêt et rentabilité mérite une analyse. Quant à la garantie, c'est un engagement pris par une personne physique ou morale à payer une dette d'un tiers en cas de défaillance. L'introduction de la garantie (sous la forme d'un bien nantissement ou sous la forme d'une personne se portant garante du prêt) est un moyen à la disposition du prêteur pour réduire le risque à la fois ex ante et ex post (Jauniaux et Venet, 2007 :3). Les garanties exigées par le prêteur peuvent influencer significativement la gouvernance et la pérennité des microentreprises emprunteuses.

La croissance des activités traduit la progression de l'entreprise dans les domaines de la rentabilité, du développement de produits, du chiffre d'affaires et du positionnement de la marque. Elle se matérialise également par de meilleurs résultats, une bonne gouvernance et la pérennité des affaires.

Au-delà des avis divergents des auteurs sur le microcrédit, notre étude vise à analyser son impact sur la croissance des activités entrepreneuriales informelles dans l'écosystème ivoirien, et particulièrement dans la capitale économique Abidjan. Dans son fonctionnement, le microcrédit a pour composantes principales : l'accessibilité, le montant des prêts accordés, le taux d'intérêt et la garantie exigée. Ainsi, les variables précédentes du microcrédit nous permettent la formulation des hypothèses de recherche.

- Hypothèse 1 : l'accessibilité des acteurs économiques informels au microcrédit favorise le développement de leurs activités entrepreneuriales.
- Hypothèse 2 : le montant du microcrédit accordé influence positivement la rentabilité des activités informelles.
- Hypothèse 3 : Le niveau du taux d'intérêt du microcrédit joue négativement sur le résultat des activités menées dans l'informel.
- Hypothèse 4 : la garantie exigée pour avoir accès au microcrédit améliore la gouvernance au sein des micro entreprises, gage de la pérennité des activités.

Pour mieux appréhender l'impact de l'accès au microcrédit sur la croissance des activités informelles à Abidjan, il importe de présenter la méthodologie.

### 3. METHODOLOGIE

Nous avons opté pour une étude quantitative pour analyser le lien entre le microcrédit et le développement des activités informelles. Dans le développement qui suit, nous évoquons la méthode de collecte de données, la description de l'échantillon et la méthode d'analyse des données.

### 3.1. Méthode de collecte de données et description de l'échantillon

Cet article part d'une enquête quantitative pour laquelle un questionnaire a été administré en face à face. Notre modèle conceptuel a été examiné sur un échantillon de convenance de 270 acteurs informels à Abidjan.

La variable dépendante est la croissance des activités informelles. Cette croissance s'apprécie à travers les variables comme le chiffre d'affaires, le résultat, la pérennité, la gouvernance et la rentabilité. La variable indépendante est le microcrédit dont les composantes sont entre autres, l'accessibilité, le montant accordé, le taux d'intérêt et la garantie exigée. L'analyse des variables indépendantes vis-à-vis de la variable dépendante nous permet de clarifier le modèle conceptuel (tableau 1).

**Tableau 1 :** Spécification du modèle conceptuel

Le microcrédit →	Accessibilité	→ La croissance →	Chiffre d'affaires
	Montant		Résultat, pérennité
	Taux d'intérêt		Gouvernance
	Garantie		Rentabilité

*Source :* Elaboration de l'auteur

Les variables sont mesurées sur l'échelle de Likert à cinq (5) points allant de « pas du tout d'accord » noté 1 à « tout à fait d'accord » noté 5. Pour chaque mesure, l'on demande au répondant d'indiquer un chiffre correspondant à son degré d'appréciation par rapport à la question posée.

Les enquêtés sont issus des dix communes d'Abidjan intervenant dans le petit commerce de proximité et les petits métiers de subsistance. Au sein de cet échantillon, on a cent soixante-dix (N1) acteurs bénéficiant de microcrédits et cent acteurs informels (N2) n'ayant pas eu recours au microcrédit pour financer leurs activités. En l'absence de liste de la population mère, nous avons opté pour un échantillonnage empirique. Ainsi dans la répartition de l'échantillon, on a un léger écart en termes de genre au regard de la constitution de la population de base composée de 52,20% d'hommes et 47,80% de femmes (RGPH, 2021). Toutefois au regard des difficultés d'accès à un emploi salarié, on note une prédominance de la gent féminine dans le secteur informel entrepreneurial à Abidjan (tableau 2). En effet à Abidjan, 50,5% des emplois dans le secteur informel sont occupés par les femmes (INS, 2002).

**Tableau 2 :** Répartition de la population d'enquête par commune et par genre

Commune	Echantillon	Taille de l'échantillon		Répartition de l'échantillon	
	Effectif	Homme	Femme	N1	N2
Abobo	64	33	31	42	22
Adjamé	23	12	11	15	8
Attécoubé	16	9	7	8	8
Cocody	28	14	14	18	10
Koumassi	27	13	14	14	13
Marcory	15	7	8	7	8
Plateau	2	0	1	1	1
Port-Bouët	26	12	14	19	7
Treichville	6	3	3	3	3
Yopougon	63	31	32	43	20
<b>Total</b>	<b>270</b>	<b>134</b>	<b>136</b>	<b>170</b>	<b>100</b>
		<b>270</b>		<b>270</b>	

*Source :* Notre enquête

L'enquête a porté sur le lien entre le microcrédit et la croissance des activités informelles à Abidjan exprimée en termes de chiffre d'affaires, de résultat, de pérennité, de rentabilité et de gouvernance.

Les prêts obtenus auprès des institutions de microcrédit servent à financer plusieurs activités génératrices de revenu (tableau 3).

**Tableau 3** : Nombre d'acteurs informels financés par activités

Activité	Effectif	Pourcentage (%)
Commerce	60	35,29
Transport	46	27,06
Agriculture	23	13,53
Artisanat	14	8,23
Pêche	11	6,47
Elevage	16	9,42
<b>Total</b>	<b>170</b>	<b>100</b>

*Source* : Notre enquête

L'activité qui bénéficie de plus de financement est le commerce avec 35,29% des fonds empruntés, suivi du transport avec 27,06%, l'agriculture avec 13,53%, l'élevage avec 9,42%, l'artisanat avec 8,24% et la pêche avec 6,47%. Dans les centres urbains comme Abidjan, les activités qui dominent dans le secteur informel sont ceux du commerce, du transport et de l'agriculture péri-urbaine qui représentent 75,88% des emprunts selon notre enquête. Faute d'emplois pérennes, ces activités sont exercées en général par les populations en vue d'assurer leur survie et améliorer leurs conditions de vie et d'existence.

### 3.2. Méthode d'analyse des données

Les données recueillies lors de l'enquête quantitative auprès des acteurs informels ont été traitées à partir du procédé de l'analyse en composantes principales (ACP ; méthode d'analyse de données multivariées) avec rotation Varimax afin de tester la dimensionnalité des variables qui composent le modèle. Ainsi, l'indice de Kaiser-Meyer-Olkin (KMO) a été utilisé (il doit être supérieur à 0,5). L'analyse en composantes principales avec rotation Varimax donne les résultats suivants (tableau 4).

**Tableau 4** : ACP avec rotation Varimax

Variable	Dimension	Variance expliquée	Fiabilité <sub>Cronbach</sub>	Test KMO
	Bidimensionnelle :			
Accessibilité	Inclusivité	80,650	0,756	0,657
	Conditionnalités		0,760	
	Multidimensionnelle :			
Montant	Disponibilité	74,452	0,804	0,649
	Valeur		0,890	
	Décaissement		0,752	
Taux d'intérêt	Multidimensionnelle	64,325	0,865	0,648
	Evolution		0,896	
	Composition		0,910	
	Echéancier			

		Multidimensionnelle		
Garantie	Nature		0,854	
	Exigences	75,208	0,894	0,568
	Clauses résolutoires		0,805	

*Source* : Notre enquête

On note que toutes les composantes de la variable indépendante (microcrédit) sont multidimensionnelles. Les tests de fiabilité sont significatifs ; on peut donc dire que notre échelle de mesure est fiable. En effet, tous les indices KMO sont tous supérieurs à 0,5.

L'analyse factorielle des variables indépendantes permet d'avoir les résultats de la régression multiple.

#### 4. RESULTATS

La régression multiple a été préconisée pour comparer l'impact collectif de toutes les variables indépendantes sur la variable dépendante (croissance). A l'issue des calculs, on a obtenu les résultats suivants (tableau 5).

**Tableau 5** : Résultats de la régression multiple

Variable dépendante	Variabiles indépendantes	Coefficient standardisé bêta	R <sup>2</sup>	F	P(F)
Croissance	Composante 1 :				
	Accessibilité, montant	0,694		8,982	0,001
	Composante 2 :				
	Taux d'intérêt	0,189	0,706	2,254	0,011
	Garantie				confirmé

*Source* : Notre enquête

Les résultats de la régression multiple entre la variable dépendante et les variables indépendantes, permettent de déterminer que les deux composantes influencent la variable dépendante ; croissance. Les relations analysées entre les composantes du microcrédit et la croissance sont toutes positives. Ainsi, avec une valeur de  $R^2 = 0,706$ , on peut affirmer que le modèle a un très bon pouvoir explicatif. Le coefficient standardisé bêta des composantes accessibilité et montant est de 0,694 contre 0,189 pour les autres composantes (taux d'intérêt et garantie). Ainsi, les deux premières composantes ayant la plus grande valeur sont donc celles qui affectent le plus la croissance des activités entrepreneuriales informelles à Abidjan.

Par ailleurs, pour conforter les premiers résultats obtenus de la régression multiple, il est essentiel de calculer l'indice de corrélation (tableau 6).

**Tableau 6** : Corrélations de Pearson entre variables indépendantes et la croissance

Variables indépendantes		Evaluation de croissance
Accessibilité	Corrélation de Pearson	0,756
	Sig. (bilatérale)	0
	N	270
Montant	Corrélation de Pearson	0,564
	Sig. (bilatérale)	0
	N	270
Taux d'intérêt	Corrélation de Pearson	0,796
	Sig. (bilatérale)	0
	N	270
Garantie	Corrélation de Pearson	0,512
	Sig. (bilatérale)	0
	N	270

**Source** : Notre enquête

L'étude menée auprès des acteurs informels à Abidjan nous a permis de mettre en lumière une relation positive entre les variables du microcrédit et la variable croissance. A partir du tableau 6, on note que l'indice de corrélation est compris entre 0,512 et 0,756. Cet indice est significatif au seuil de 0,01. Cela signifie que le microcrédit a un impact réel, significatif et positif sur la croissance des activités entrepreneuriales informelles dans la capitale économique ivoirienne. Ainsi, l'hypothèse de départ est confirmée.

En vue de la validation des différentes hypothèses émises, nous avons fait le test des hypothèses dont les résultats sont consignés dans le tableau 7.

**Tableau 7** : Test des hypothèses

			Poids factoriel	Poids factoriel standardisé	C.R	P
Accessibilité	→	développement	1,980	0,686	8,512	***
Montant	→	rentabilité	1,075	0,845	13,754	***
Taux d'intérêt	→	résultat	-0,180	-0,026	-0,802	NS
Garantie	→	gouvernance	2,004	0,665	4,214	**
Garantie	→	pérennité	1,589	0,465	2,584	**

**Source** : Notre étude

\*\*\* Corrélation significative au seuil de 0,01 ; \*\* Corrélation significative au seuil de 0,05.

Les résultats issus du test des hypothèses nous renseignent sur la validité ou non de ces hypothèses. Toutes les estimations sont positives à part celle liant le taux d'intérêt du microcrédit et le résultat. On note à partir du tableau 7 qu'il existe une relation positive et significative entre l'accessibilité au microcrédit et le développement des activités informelles car on a un poids factoriel standardisé de 0,686. Ainsi l'hypothèse 1 est vérifiée.

Le montant des prêts accordés par la microfinance est lié positivement et de façon significative à la rentabilité des activités informelles avec une valeur de 0,845 comme poids factoriel standardisé. Cette relation confirme l'hypothèse 2 formulée plus haut.

Entre le taux d'intérêt pratiqué au niveau du microcrédit et le résultat, il y a une relation négative (non significative) avec un poids factoriel standardisé de -0,026. Ainsi l'hypothèse 3 est validée. En effet, le niveau du taux d'intérêt du microcrédit joue négativement sur le résultat des activités informelles. Quant à la garantie exigée par les institutions de microcrédit, elle a une relation significative au seuil de 0,01 aussi bien avec la gouvernance des entreprises informelles qui empruntent qu'avec leur pérennité avec respectivement un poids factoriel standardisé de 0,665 et 0,465. Ainsi l'hypothèse 4 est confirmée.

L'accroissement du chiffre d'affaires et du résultat induit par l'accès au microcrédit permet d'améliorer la rentabilité et la pérennité des activités informelles à Abidjan (pêche, agriculture, commerce, artisanat, élevage, transport...). En effet, les bons résultats engrangés par le financement par microcrédit procurent des ressources substantielles aux acteurs informels qui accroissent leur part de marché, leur compétitivité et leur gestion/gouvernance. Ces résultats renforcent la capacité des acteurs informels à mieux faire face aux défis quotidiens en termes de conditions de vie et d'existence. Ainsi les acteurs informels assurent mieux leur survie et développent par la même occasion une plus forte résilience qui impacte positivement leur stratégie de survie.

La discussion des résultats précédents permettra d'analyser leur importance sur le lien entre microcrédit et croissance des activités informelles à Abidjan.

## 5. DISCUSSION

L'objectif de cet article était d'analyser l'impact de l'accès au microcrédit sur la croissance des activités informelles à Abidjan. Dans ce cadre, les activités génératrices de revenus menées par les agents économiques informels dans la capitale économique ivoirienne ont été étudiées à partir de l'approche livelihood qui s'inscrit dans les stratégies urbaines de survie (Chambers, 1995, Bebbington, 1999 et Ellis, 2000).

A partir de l'étude menée, les résultats montrent que l'accès des acteurs informels au microcrédit leur permet un développement soutenu de leurs activités qui se traduit par des retombées sociales et une meilleure performance économique. Le recours au microcrédit pour financer les activités génératrices de revenus dans le secteur informel à Abidjan assure la création d'emplois par les acteurs qui encadrent en moyenne cinq (5) personnes chacun. Le secteur informel représente une planche de salut pour bon nombre de personnes à Abidjan. Il s'agit d'un amortisseur de tensions sociales, un outil de développement inclusif et surtout permet de développer un cercle vertueux permettant de sortir progressivement les personnes démunies de la précarité (Koné, 2018 : 253). Ainsi les bénéficiaires de microcrédit améliorent leurs conditions d'existence.

A Abidjan, le secteur informel représente 77,3% des emplois contre 9,3% pour le secteur privé et 7,6% pour le secteur public et parapublic (AGEPE, EEMCI, 2012 : 8). Il représente plus de 50 % de la valeur ajoutée globale du PIB des pays à faible revenu, plus de 80 % de l'emploi total et plus de 90 % des emplois nouvellement créés dans ces pays (Mbaye, 2014).

Au plan social, le microcrédit impacte favorablement le statut des emprunteurs au sein de leurs communautés. Au niveau personnel, le bénéficiaire de crédit voit ses capacités développées à partir de la confiance en soi, du renforcement organisationnel et de l'autonomie. Le microcrédit reste de ce point de vue un levier d'empowerment pour de nombreux acteurs informels en donnant du poids et de la considération à leur voix car ils font face de mieux en mieux à leurs charges. En bénéficiant du financement de microcrédit, les acteurs informels améliorent leur pouvoir de prise de décision, de négociation et notent un accroissement du développement de leur autonomie et de leur sphère d'influence communautaire (Chen, 1997 ; Lévesque et Mendell, 2000 ; Hulme, 2000). Dès lors, l'empowerment construit autour d'un ensemble de concepts récurrents : de capacité, de puissance, de droits, d'intérêts, de contrôle, de qualité de vie améliorée, d'auto-emploi est source de renforcement des capacités individuelles et collectives (Guérin, 2002 ; Mahmud, 2003).

Au plan économique, les acteurs informels ayant eu recours au microcrédit notent un accroissement significatif de leurs affaires. En effet, le test d'hypothèses relève une relation positive et significative entre l'accessibilité au microcrédit et le développement des activités informelles financées d'une part puis le montant du prêt accordé et la rentabilité d'autre part. Ces relations ont respectivement un poids factoriel standardisé de 0,686 et 0,845. En termes d'impact significatif du microcrédit sur la croissance des activités informelles, le montant du prêt vient en première position (0,845), suivi de l'accessibilité au prêt (0,686), de la garantie (0,665). Ainsi les variables indépendantes (accessibilité, montant, garantie) sont bien corrélées positivement avec la variable dépendante (croissance). Seule la variable « taux d'intérêt » est corrélée négativement avec le résultat (-0,026 ; poids factoriel standardisé). Les taux auxquels les microcrédits sont accordés sont généralement plus élevés que ceux d'un prêt bancaire. Dans la zone UEMOA le plafonnement du taux est de l'ordre de 27% taux qui n'est pas respecté par certaines institutions (World Bank, 2004 ; Ouattara, 2003). Le taux d'intérêt élevé du microcrédit influence ainsi négativement le résultat des micro entrepreneurs, et plus largement la croissance de leurs activités.

Le microcrédit a permis aux bénéficiaires de disposer de liquidités pour assurer le fonctionnement normal du cycle d'exploitation de leurs activités. La production s'est accrue avec un accès efficient aux facteurs de production à de meilleurs coûts ce qui induit une politique commerciale incisive ; de meilleures ventes débouchant sur de meilleurs résultats. L'impact positif du microcrédit sur la rentabilité montre que les entreprises bénéficiaires se sont majoritairement plus enrichies que les entreprises témoins. Ce qui témoigne de la contribution du crédit comme élément favorisant l'enrichissement des entreprises informelles (Becho, 2017 : 61-62).

Un recours optimal au microcrédit est de nature à améliorer durablement la gestion des activités informelles génératrices de revenus et d'emplois s'inscrivant ainsi dans une dynamique d'inclusion financière.

## CONCLUSION

Cette étude a évalué le lien entre l'accès au microcrédit et la croissance des activités informelles à Abidjan. Elle a permis de comprendre le contexte dans lequel s'exercent les activités génératrices de revenus dans l'informel à Abidjan. Les résultats de l'étude révèlent un impact positif et significatif du microcrédit sur la croissance des activités informelles. Le microcrédit permet un fort ancrage social des bénéficiaires de crédits dans un environnement enclin à la récession économique à travers une dynamique individuelle d'estime de soi, de développement des compétences avec un agencement collectif et une action sociale émancipatrice. Le microcrédit contribue de ce fait à l'amélioration des conditions de vie matérielle et sociale des acteurs informels qui sortent progressivement de la précarité. De ce point de vue, le microcrédit consolide la stratégie de survie développée par les acteurs informels pour faire face aux aléas de la vie. Les activités informelles bénéficiant de financement de microcrédit connaissent une croissance de chiffre d'affaires, croissance consécutive à la mise à disposition des acteurs informels de fonds pour financer le cycle d'exploitation. Le crédit a conduit à l'augmentation du niveau des activités et de la capacité de vente des micro entrepreneurs informels.

En termes de performance économique, l'accès au crédit a permis d'accroître le résultat net chez les agents économiques informels bénéficiaires de microcrédit. Comparativement aux non emprunteurs, l'accès au microcrédit a permis aux emprunteurs de mieux gérer leurs activités et d'en tirer profit. Toutefois, chez certains emprunteurs, on note une baisse de résultat. Les raisons de cette baisse s'expliquent par l'échec dans l'utilisation du microcrédit (mauvaise gouvernance, formation approximative des acteurs en gestion), le détournement de l'objet du prêt (fonds affectés à une autre activité différente de l'objet de l'emprunt), les éléments d'externalité (troubles sociopolitiques, catastrophes naturelles, accidents occasionnés par des tiers). Plus de 40% des agents économiques emprunteurs interrogés jugent les conditions de prêt difficiles auprès des institutions financières de microcrédit de même que les conditions de remboursement jugées contraignantes et la lenteur de

la mise à disposition des fonds. Cette situation pousse certains acteurs informels vers les tontines (microcrédits communautaires sans intérêt) pour 25,92% des emprunteurs et les fonds à caractère social auprès d'organismes publics et parapublics avec des bas taux d'intérêt (9,26% d'emprunteurs).

Au plan théorique cette étude peut contribuer à une meilleure compréhension du secteur informel dans nos agglomérations. En matière de gouvernance, l'étude a permis d'analyser le financement des activités génératrices de revenus initiées par les acteurs informels pour accéder à des conditions de vie meilleures à partir du microcrédit. Mais les difficultés de financement auxquelles font face les acteurs informels nécessitent une implication plus robuste des gouvernants et des institutions financières en vue de créer une plateforme collaborative d'échange afin d'assouplir les conditions d'accès au microcrédit. Un tel partenariat dynamique Etat-privé permettrait de mieux assurer un meilleur encadrement des acteurs économiques de l'écosystème de l'entrepreneuriat informel tout en facilitant leur accès à un financement adéquat. L'analyse d'impact menée dans cette étude reste partielle, c'est pourquoi dans le cadre de recherches futures, on pourrait envisager une analyse sur la capacité de la finance inclusive à financer le secteur informel en Côte d'Ivoire.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGEPE (2012), *Rapport de synthèse sur l'Enquête nationale sur l'Emploi auprès des Ménages en Côte d'Ivoire* (EEMCI), Abidjan, AGEPE, 26 p.
- BA A. (2010), *Capacité de réponse des IMF face au besoin de financement des catégories sociales défavorisées de Mbour*, Mémoire Master, Ecole Nationale des Travailleurs Sociaux (ENTSS) - Diplôme d'Etat en Travail Social (DETS), Dakar.
- BEBBINGTON A., LEWIS D., BATTERBURY S., OLSON E, SIDDIQI S. M. (2007), « Of Texts and Practices : Empowerment and organizational Cultures in World bankfunded rural Development Programmes ». *Journal of Development Studies*, n° 43, pp. 597-621.
- BEBBINGTON A. (1999), « Capitals and Capabilities : a Framework for Analyzing Peasant Viability, Rural Livelihoods and Poverty ». *World development*, Vol. 27, n° 12, pp. 2021-2044.
- BECHO I. (2017), « Performance Des entreprises informelles en Côte d'Ivoire : Quelle contribution du microcrédit ? ». *Journal of Economics and Finance*, Vol. 8, n° 2, pp. 50-64.
- BERNARD A. (2010), « Le microcrédit, pour sortir de la pauvreté Revue Projet, Vol. 4, n° 37, pp. 40-42.
- CALVES A-E, (2009), « EMPOWERMENT : GÉNÉALOGIE D'UN CONCEPT CLÉ DU DISCOURS CONTEMPORAIN SUR LE DÉVELOPPEMENT ». *Revue Tiers Monde*, n° 200, pp. 735-749
- CHAMBERS R., (1995), *Poverty and livelihood : whose reality counts ?* Brighton, Sussex : IDS.
- CHEN, M. A. (1997), *A guide for assessing the impact of micro enterprise services at the individual level*, Harvard, Harvard Institute for International Development.
- CSFI, CGAP, (2008), *Microfinance Banana Skins, Risk in a booming Industry*, New York, CSFI, 41 p.
- DUKENSON Y. (2011), *Analyses des impacts de la microfinance sur le secteur informel en Haïti pendant la période 1995- 2010*, Mémoire de Licence, Faculté de Droit et des Sciences Économiques, Université d'Etat d'Haïti.
- ELLIS F. (2000), « The Determinants of Rural Livelihood Diversification in developing Countries ». *Journal of Agricultural Economics*, Vol. 51, n° 2, pp. 289-300.
- FAYE M. (2004), *Diagnostic approfondi du secteur de la microfinance et analyse des opportunités d'investissement*, Dakar, Ministère des petites et moyennes entreprises, de l'entrepreneuriat féminin et de la Microfinance.
- FLUITMAN F. (1989), *Training for work in the informal sector*, Genève, BIT, 244 p.
- FMI (2017), *Rapport sur les Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne*, Washington, FMI, pp. 86-114.
- FONCHINGONG C. C. (2005), « Au-delà de Beijing, l'exemple d'une stratégie de survie : l'existence difficile des marchandes d'aliments du secteur informel de Limbé (Cameroun) ». *Revue internationale des Sciences sociales*, Vol. 2, n° 184, pp. 263-276.

- GUÉRIN, ISABELLE B. (2002). « La microfinance dans les pays du Nord. Bilan d'une étude comparative. » in Proposition de communication aux 19es journées internationales d'Economie monétaire et bancaire : Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et Centre Walras (CNRS / Université Lyon 2).
- HULME D. (2000), « Impact Assessment Methodologies for Microfinance : Theory, Experience and Better Practice ». *World Development*, n° 28, pp. 79-98.
- INS, (2002), *Le secteur informel dans l'agglomération d'Abidjan : Performances, insertion, perspectives*, Abidjan, INS, 48 p.
- INS, (2016), *Enquête Nationale sur la situation de l'Emploi et le Secteur Informel (ENSESI)*, Abidjan, INS, 78 p.
- JAUNAUX L., VENET B. (2007), *Microcrédit individuel et pression sociale : le rôle du garant*, Paris, EURO.
- JOUBE B. (2006), « Politiques publiques et empowerment : l'exception française ». *Économie & humanisme*, n° 379, pp. 99-101.
- KOLOMA Y. et RATSIMALAHELO Z. (2015), *Jeunes, accès au microcrédit et performance des micro-entreprises : une évidence au Mali*, working paper n° 15, Besançon, Centre de Recherche sur les Stratégies Economiques (CRESE).
- KONE S. (2018), *L'effet de la microfinance sur le développement des activités économiques des commerçants et artisans de la ville d'Abidjan*, Thèse unique de Doctorat, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY de Cocody/Abidjan, Chaire UNESCO pour la culture de la paix.
- LAVILLE, J-L., (1990), « Economie et solidarité : Pour une problématique du changement institutionnel ». *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Vol. 89, pp. 289-312.
- LELART M. (2006), *De la finance informelle à la microfinance*, Paris, AUF et Éditions des archives contemporaines.
- LÉVESQUE B., MENDELL M. (2000), *La création d'entreprises par les chômeurs et les sans-emploi : le rôle de la microfinance*, Montréal, PROFONDS-CRISES.
- MAHMUD S. (2003), « Actually how Empowering is Microcredit ? ». *Development and Change*, n° 34, pp. 577-605.
- MONTGOMERY H. (2005), « Great expectations : microfinance and poverty reduction in Asia and Latin America ». *Oxford Development Studies*, Vol. 33, n° 3 & 4, pp. 391-416.
- OXAAL Z., BADEN S. (1997), *Gender and Empowerment: definitions, approaches and implications for policy*, Report n° 40, Brighton, Institute of Development Studies .
- PESQUEUX Y. (2016), « L'économie informelle, une activité organisée 'hors régulation' ? ». *Economie & management*, n°159, pp. 1-6.
- PNUD (2012), *Emploi, changement structurels et développement en Côte d'Ivoire*, Abidjan, PNUD.
- SARDENBERG C. (2008), « Liberal vs liberating Empowerment : a Latin American Feminist Perspective on conceptualising Women's Empowerment ». *IDS Bulletin*, Vol. 6, n° 39, pp. 18-25.
- SEBSTAD J. and G. CHEN G. (1996), *Overview of studies on the impact of microenterprise credit*, Washington, AIMS.
- SERY A. (2012), *Le micro crédit : l'empowerment des femmes ivoiriennes*, Thèse, Université Paul Valéry-Montpellier III.
- SHANKLAND A. et ANDRE C. (2020), « Ces liens qui nous font vivre. Eloge de l'interdépendance ». *Revue québécoise de psychologie*, Vol. 41, n° 2, pp. 159-161.
- WONG K. F., (2003), « Empowerment as a Panacea for Poverty. Old Wine in new Bottles? Reflections on the World's Bank's Conception of Power ». *Progress in Development Studies*, n° 3, pp. 307-322.
- WRIGHT-REVOLLEDO K., (2005), « Monitoring the Diversity of the Poverty Outreach and Impact of Microfinance : A Comparison of Methods Using Data from Peru ». *DEVELOPMENT POLICY REVIEW*, Vol. 23, n° 6, pp.703-723,

## ANNEXE

## Questionnaire - acteurs informels à Abidjan

N°

Dans le cadre d'une étude sur le financement des activités informelles à Abidjan à partir du microcrédit, nous souhaiterons recueillir votre avis. Nous vous assurons que toutes les informations collectées seront exclusivement réservées à la recherche académique. En aucun cas, elles ne seront communiquées et divulguées à des fins commerciales. Toutes les réponses seront traitées de manière anonyme. Merci d'avance pour votre franche collaboration.

**Question 1 : Signalétique**Q1.1. Sexe :  Masculin  FémininQ1.2. Niveau d'étude :  Primaire  Secondaire  Supérieur  Autres .....

Q1.3 Quartier d'exercice : .....

Q1.4 Âge :  [ 0 -20 ans [  [20-25 ans [  [25-30 ans [  [30 et plus ans [**Question 2**Q2.1. Quel type d'activité exercez-vous ?  Elevage  Pêche  Agriculture Transport Commerce  Artisanat,  autres, précisez.....Q2.2. Avez-vous reçu une formation en gestion ?  Oui  Non

Q2.3. Depuis combien de temps exercez-vous cette activité ?

 Moins d'un an  Un an  Deux ans  Plus de deux ansQ2.3. Bénéficiez-vous d'un microcrédit ?  Oui  Non

Si oui, allez à la question 3, sinon allez à la question 5 (6)

**Question 3**

Q3.1. Quelle est l'origine de votre emprunt ?

 Tontines  Emprunt IMF  Emprunt bancaire  Fonds sociaux

Q3.2. Comment trouvez-vous les conditions d'emprunt ?

 Difficiles  Très difficiles  Bonnes  Assez bonnes, autres,.....

**Question 4**

Q4.1. Quel est le montant de votre emprunt ?

- [0; 100.000 F]  ]100.000 F; 200.000 F]  ] 200.000 F; 300.000 F]  
 ] 300.000 F; 400.000 F]  ] 400.000 F; 500.000 F]  ] 500.000 F; → ]

Q4.2. Pour quelles raisons avez-vous emprunté des fonds ?

- Insuffisance des fonds propres  Développement des activités  Achat de matériel  Achat de marchandises  Accroissement du chiffre d'affaires  Accroissement de la rentabilité.

Q4.3. Le montant accordé vous satisfait-il ?  Tout à fait  Pas tout à fait  Pas du tout

Q4. 4 Quel est l'impact du microcredit sur votre chiffre d'affaires ?

- Baisse  Stagnation  Hausse

Q4. 5. Quel est l'impact du microcrédit sur votre résultat net ?

- Baisse  Stagnation  Hausse

**Question 5.**

Question 5.1. Comment trouvez-vous les conditions de remboursement du microcrédit ?

- Très difficiles  Difficiles  Peu difficiles  Très souples

Question 5.2. Le microcrédit vous a-t-il été d'un apport important ?  Oui  Non

Question 5.3. Quel lien vous-pouvez établir entre le microcrédit et la pérennité de vos affaires ?

- Lien fort  Lien faible  Lien inexistant  Autres,

précisez.....

.....

.....

**Question 6.** Répondez aux questions dans le tableau ci-dessous.

N°	Indiquez, votre degré d'accord ou de désaccord avec chacune des propositions ci-dessous.  Cochez en face de chaque proposition la case correspondant à votre avis.  1 = Pas du tout d'accord    2 = Plutôt pas d'accord  3 = Ni d'accord, ni pas d'accord  4 = Plutôt d'accord        5 = Tout à fait d'accord	Pas du tout d'accord	Plutôt pas d'accord	Ni d'accord, ni pas d'accord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord
1	<b>Apport du microcrédit</b>					
1	Le microcrédit est un outil qui améliore la gestion des affaires					
2	En tant qu'emprunteur, le microcrédit vous a-t-il été utile ?					
3	En tant qu'acteur informel, le microcrédit a contribué à améliorer la compétitivité de vos activités					
4	Vous être favorable à l'idée de vous engager à conseiller le microcrédit à des collègues					
5	Sans le recours au microcrédit votre activité n'aurait pas perduré					
2	<b>Situation des non emprunteurs</b>					
1	Sans microcrédit, votre activité progresse bien					
2	Sans microcrédit, vos ventes stagnent					
3	Vos activités baissent en l'absence de prêt					
4	Les résultats de vos activités sont en baisse					
5	Les résultats de vos activités stagnent					
6	Les résultats de vos activités sont en hausse					
7	Pour vous, les résultats de vos collègues emprunteurs sont meilleurs que les vôtres					
8	Les activités des emprunteurs sont mieux gérées					
9	La compétitivité de vos collègues emprunteurs s'est améliorée					
10	Si vous avez l'occasion, serez-vous prêt à emprunter ?					

Merci pour votre franche collaboration. Nous vous réitérons que les informations collectées ici demeureront strictement confidentielles.